



**Conseil Municipal du  
Lundi 13 mars 2023  
PROCÈS VERBAL**

**Le Conseil Municipal, dûment convoqué le 09 mars 2023, s'est réuni  
le 13 mars 2023 à 20h30 sous la Présidence de  
Madame Marie-Renée DESROSES – Maire de Civaux**

**Madame le Maire procède à l'appel à 20 h 35**

**PRÉSENTS :**

**ADJOINTS :**

*Madame Katia DUCROS  
Messieurs Adrien PAGÉ, Bruno COURAULT*

**CONSEILLER DÉLÉGUÉ :**

*Monsieur Yanick BEUDAERT*

**CONSEILLERS :**

*Mesdames Roselyne LE FLOC'H, Nadia LASNIER, Christine BEGOIN, Graziella  
NOUET, Séverine FREGEAI, Céline FIBICH  
Messieurs Bruno MALLET, David BONNEAU et Sébastien RINGENWALD*

**CONSEILLER(E)S EXCUSÉ(E)S :**

*Monsieur Amar BELHADJ*

**POUVOIRS :**

**M. Amar BELHADJ donne pouvoir à Mme Roselyne LE FLOC'H**

\*\*\*\*\*

**Le quorum étant atteint,  
Madame le Maire débute la séance à 20 h 40**

## I/ DESIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Madame Roselyne LEFLOC'H est désignée en cette qualité.

A l'UNANIMITÉ des voix

## II/ SÉANCE A HUIS-CLOS

Sans objet

## III/ APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 20 FÉVRIER 2022

APPROUVÉ à l'unanimité des voix

## IV/ DÉCISIONS DU MAIRE

Sans objet

## V/ INTERCOMMUNALITÉ

### DÉLIBÉRATION N° 2023-03-01 - CCVG – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA CCVG ET LA COMMUNE DE CIVAUX POUR LA REFACTURATION DE LA FORMATION HABILITATION ÉLECTRIQUE :

Madame le Maire informe le Conseil municipal que la Commune de Civaux, dans un souci de mutualisation et de réduction des coûts, a sollicité la *Communauté de Communes Vienne et Gartempe* pour organiser communément deux sessions de formations d'habilitations électriques.

Ces deux sessions étaient animées par l'organisme GOFORMA dans les locaux de la CCVG situés au 3 Avenue de l'Europe à Lussac-Les-Châteaux.

La formation concernait l'habilitation électrique session initiale BS/BE manœuvre pour l'une, et l'habilitation électrique session initiale BR/BC pour l'autre.

La première formation a eu lieu du 12 au 13 avril 2022 sur deux jours. Trois agents y étaient inscrits. La deuxième formation prévue du 02 au 04 mai 2022 durait trois jours et concernait un agent.

La CCVG a avancé auprès de l'organisme GOFORMA les frais afférents au montant global des deux sessions de formations. Dans ce cadre, la CCVG prévoyait, aux travers de deux conventions distinctes, de régler les modalités administratives et financières de la participation des agents de la Commune.

La CCVG s'est également engagée à faire parvenir à la Commune les attestations de formations et une copie de la feuille d'émargement. En cas d'absence des agents, il était convenu que la Commune ne serait pas facturée et que le coût global serait réparti entre les agents des Communes présentes.

En contrepartie, la Commune de Civaux s'engageait à prévenir les agents de leur participation à la formation citée en objet ; à s'assurer que lesdits agents puissent y participer ; et enfin à transmettre à la CCVG le nom des agents concernés.

Après la prestation de formation, une facture et un avis des sommes à payer ont été émis. La Commune de Civaux s'est engagée à rembourser, sans délai, à la CCVG, les frais en résultant.

Les présentes conventions entraient en vigueur à compter de la date de signature par les parties, et toute modification des présentes conventions faisait l'objet d'un avenant.

- **Le Conseil municipal autorise à l'unanimité Mme le Maire à signer les termes des deux conventions pour la refacturation de la formation habilitation électrique, ainsi que les éventuels avenants à suivre.**

**ANNEXE 1**



Commune de .....

**CONVENTION DE PARTENARIAT  
ENTRE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES VIENNE ET GARTEMPE  
ET LA COMMUNE DE CIVAUX**

**POUR LA REFACTURATION DE LA FORMATION HABILITATION ELECTRIQUE**

Entre

**La Communauté de Communes Vienne et Gartempe**

Représentée par le Président, Michel JARRASSIER, autorisé par la délibération du Bureau Communautaire en date du 10 mars 2022 à signer la présente convention,

Ci-après dénommée « la CCVG »

D'une part,  
Et

**La Commune de Civaux**

Représentée par le Maire, ....., autorisé par délibération du Conseil Municipal en date du ..... à signer la présente convention,

Ci-après dénommée « la Commune »

D'autre part,

**PREAMBULE**

Dans un souci de mutualisation et de réduction des coûts, la CCVG a organisé, en lien avec la Commune, une session de formation Habilitation électrique session initiale BS/BE manœuvre avec l'organisme GOFORMA.

Et, pour davantage de facilité, la CCVG a avancé auprès dudit organisme les frais afférents au montant global de la session de formation.

**Il a été convenu ce qui suit :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> – OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de régler les modalités administratives et financières de la participation des agents de la Commune à la formation Habilitation électrique session initiale ou recyclage BS/BE manœuvre ou BR/BC animée par l'organisme GOFORMA.

**ARTICLE 2 – DATE ET LIEU DE LA FORMATION**

La formation Habilitation électrique session initiale BS/BE manœuvre aura lieu du 12 au 13 avril 2022 dans les locaux de la CCVG situés 3 Avenue de l'Europe à Lussac Les Châteaux.

**ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE**

La Commune s'engage à :

- prévenir l'agent de sa participation à la formation citée en objet ;
- s'assurer que ledit agent peut y participer ;
- transmettre à la CCVG le nom de l'agent concerné.

| Nom de la Commune | Intitulé de la formation                                | Nombre d'agents inscrits | Dates            | Nombre total de jours de formation |
|-------------------|---|--------------------------|------------------|------------------------------------|
| CIVAUX            | Habilitation électrique session initiale BS/BE manœuvre | 3                        | 12-13 avril 2022 | 2                                  |

En cas d'absence de l'agent, la Commune ne sera pas facturée, le coût global sera réparti entre les agents des Communes présentes.

#### **ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE LA CCVG**

La CCVG s'engage à faire parvenir à la Commune, par courriel et dans les meilleurs délais :

- l'attestation de formation ;
- et une copie de la feuille d'émargement.

#### **ARTICLE 5 – CONDITIONS FINANCIERES**

Une facture et un avis des sommes à payer seront émis après la prestation de formation. La Commune s'engage à rembourser, sans délai, à la CCVG, les frais en résultant.

La quote-part de la commune est calculée par rapport au nombre d'agents présents sur la formation et la durée de celle-ci en jours.

La Communauté de Communes ne prendra pas en charge les frais de déplacement, ni le repas de la pause méridienne, il appartient à la Commune de prévoir un remboursement de ceux-ci le cas échéant pour ses agents.

#### **ARTICLE 6 - DUREE**

La présente convention entrera en vigueur à compter de la date de signature par les parties, et vaut jusqu'au paiement des frais par la commune.

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

#### **ARTICLE 7 - RESILIATION**

En cas de manquement par l'une des parties à une ou plusieurs de ses obligations, l'autre partie pourra résilier la présente convention, si, la partie à l'origine du manquement n'a pas remédié à celui-ci dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du manquement par l'autre partie par courrier recommandé avec accusé de réception.

La présente convention pourra être résiliée à tout moment à l'initiative d'une des parties par envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception, sous réserve d'un préavis de deux (2) mois.

#### **ARTICLE 8 – JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE LITIGE**

Les parties s'engagent à trouver des solutions amiables à tout litige susceptible de résulter de l'interprétation et de l'exécution de la présente convention.

Conseil municipal de Civaux  
Séance du 13 mars 2023

Néanmoins, en cas d'échec, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Poitiers auquel les parties déclarent attribuer compétence.

Fait en deux exemplaires originaux, à Montmorillon, le .

La Commune de Civaux

Le Maire,

.....

La CCVG

Le Président,

Michel JARRASSIER

**ANNEXE 2**



Commune de .....

**CONVENTION DE PARTENARIAT  
ENTRE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES VIENNE ET GARTEMPE  
ET LA COMMUNE DE CIVAUX**

**POUR LA REFACTURATION DE LA FORMATION HABILITATION ELECTRIQUE**

Entre

**La Communauté de Communes Vienne et Gartempe**

Représentée par le Président, Michel JARRASSIER, autorisé par la délibération du Bureau Communautaire en date du 10 mars 2022 à signer la présente convention,

Ci-après dénommée « la CCVG »

D'une part,  
Et

**La Commune de CIVAUX**

Représentée par le Maire, ....., autorisé par délibération du Conseil Municipal en date du ..... à signer la présente convention,

Ci-après dénommée « la Commune »

D'autre part,

**PREAMBULE**

Dans un souci de mutualisation et de réduction des coûts, la CCVG a organisé, en lien avec la Commune, une session de formation Habilitation électrique session initiale BR/BC avec l'organisme GOFORMA.

Et, pour davantage de facilité, la CCVG a avancé auprès dudit organisme les frais afférents au montant global de la session de formation.

**Il a été convenu ce qui suit :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> – OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de régler les modalités administratives et financières de la participation des agents de la Commune à la formation Habilitation électrique session initiale BR/BC animée par l'organisme GOFORMA.

**ARTICLE 2 – DATE ET LIEU DE LA FORMATION**

La formation Habilitation électrique session initiale BR/BC aura lieu du 02 au 04 mai 2022 dans les locaux de la CCVG situés 3 Avenue de l'Europe à Lussac Les Châteaux.

**ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE**

La Commune s'engage à :

- prévenir l'agent de sa participation à la formation citée en objet ;
- s'assurer que ledit agent peut y participer ;
- transmettre à la CCVG le nom de l'agent concerné.

| Nom de la Commune | Intitulé de la formation                       | Nombre d'agents inscrits | Dates                | Nombre total de jours de formation |
|-------------------|--|--------------------------|----------------------|------------------------------------|
| CIVAUX            | Habilitation électrique session initiale BR/BC | 1                        | Du 02 au 04 mai 2022 | 3                                  |

En cas d'absence de l'agent, la Commune ne sera pas facturée, le coût global sera réparti entre les agents des Communes présentes.

#### **ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE LA CCVG**

La CCVG s'engage à faire parvenir à la Commune, par courriel et dans les meilleurs délais :

- l'attestation de formation ;
- et une copie de la feuille d'émargement.

#### **ARTICLE 5 – CONDITIONS FINANCIERES**

Une facture et un avis des sommes à payer seront émis après la prestation de formation. La Commune s'engage à rembourser, sans délai, à la CCVG, les frais en résultant.

La quote-part de la commune est calculée par rapport au nombre d'agents présents sur la formation et la durée de celle-ci en jours.

La Communauté de Communes ne prendra pas en charge les frais de déplacement, ni le repas de la pause méridienne, il appartient à la Commune de prévoir un remboursement de ceux-ci le cas échéant pour ses agents.

#### **ARTICLE 6 - DUREE**

La présente convention entrera en vigueur à compter du \_\_\_\_\_ date de signature par les parties, et vaut jusqu'au paiement des frais par la commune.

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

#### **ARTICLE 7 - RESILIATION**

En cas de manquement par l'une des parties à une ou plusieurs de ses obligations, l'autre partie pourra résilier la présente convention, si, la partie à l'origine du manquement n'a pas remédié à celui-ci dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du manquement par l'autre partie par courrier recommandé avec accusé de réception.

La présente convention pourra être résiliée à tout moment à l'initiative d'une des parties par envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception, sous réserve d'un préavis de deux (2) mois.

#### **ARTICLE 8 – JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE LITIGE**

Les parties s'engagent à trouver des solutions amiables à tout litige susceptible de résulter de l'interprétation et de l'exécution de la présente convention.

Néanmoins, en cas d'échec, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Poitiers auquel les parties déclarent attribuer compétence.



Conseil municipal de Civaux  
Séance du 13 mars 2023

Fait en deux exemplaires originaux, à Montmorillon, le 29 novembre 2021.

La Commune de

Le Maire,

.....

La CCVG

Le Président,

Michel JARRASSIER

## **VI/ RESSOURCES HUMAINES**

### **DÉLIBÉRATION N° 2023-03-02 - CRÉATION D'UN EMPLOI POUR ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE :**

Conformément au Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Technique compétent.

La délibération portant création d'un emploi non permanent doit préciser :

- le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé ;
- la catégorie hiérarchique dont l'emploi relève ;

En cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, les collectivités peuvent recruter, en application de l'article L332-14 du Code général de la fonction publique, un agent contractuel de droit public pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire. Le contrat est alors conclu pour une durée déterminée d'une durée d'un an. Il pourra être prolongé, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque la procédure de recrutement d'un fonctionnaire n'aura pu aboutir au terme de la première année.

Considérant qu'il est nécessaire de recruter un agent contractuel pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité, à savoir la nécessité de pallier l'indisponibilité de Monsieur Nicolas THENAULT en congé paternité ;

**Le Conseil municipal se prononce favorable à l'unanimité sur :**

- **La création, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2023 d'un emploi non permanent**
- **A ce titre, cet emploi sera occupé par un agent contractuel recruté par voie de contrat à durée déterminée pour une durée de 3 mois allant du 1<sup>er</sup> avril 2023 au 30 juin 2023 inclus.**

## **VII/ DOMAINE PUBLIC / DOMAINE PRIVÉ**

### **DÉLIBÉRATION N° 2023-03-03 - PLUI - DÉBAT POUR LE PADD :**

Madame le Maire informe le Conseil municipal que dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI), chaque membre est invité à débattre sur les orientations politiques générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD).

Ce projet reprend les ambitions que se fixent les élus pour l'aménagement et le développement de la Communauté de Communes Vienne et Gartempe pour la période 2024-2038. Il définit donc des orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques.

D'autres orientations concernent l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs.

Enfin, le PADD tend à respecter les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain, et doit alors prendre en compte les spécificités des anciennes communes, notamment paysagères, architecturales, patrimoniales et environnementales ; lorsqu'il existe une ou plusieurs communes nouvelles.

Les membres du Conseil municipal sont informés par Mme le Maire des trois grandes orientations du PADD pour la Communauté de Communes Vienne et Gartempe :

**Orientation n°1** – Aménager en préservant le cadre de vie paysager et rural ;

**Orientation n°2** – Redynamiser le territoire et valoriser ses richesses ;

**Orientation n°3** – Vivre et accueillir de manière durable en Vienne et Gartempe.

**Dans un premier temps, cet exposé permet un premier débat entre les différents membres du Conseil, et un affichage de cette délibération en Mairie.**

## **VIII/ MARCHÉS PUBLICS**

### **DÉLIBÉRATION N° 2023-03-04 - MARCHÉ DES PARKINGS ET PARVIS – AVENANT N°3 – LOT N°6 :**

Pour donner suite au bilan financier de fin de marché du projet d'Aménagement des parkings et du parvis des équipements de Civaux, Madame le Maire expose

au Conseil municipal l'avenant pour le lot numéro six dédié aux espaces verts et mobiliers.

Celui-ci représente une moins-value de – 8 737.20 € H.T., faisant passer le montant du marché de 456 856€ H.T. à 471 173,69€ H.T. suite aux trois avenants (avenant n°1 = + 16 173,25€ H.T. et avenant n°2 = + 6 881,64€ H.T.).

- **Le Conseil Municipal a accepté l'avenant tel que présenté ci-dessus, et a autorisé Mme le Maire ou son représentant à signer cet avenant au marché de travaux avec l'entreprise concernée et à signer tous les documents à intervenir relatifs à cette décision.**

**ANNEXE 3**







| 12.4                           | Frais type 4  | U   | 4,00     | 850,00 | 2 400,00   | 4,00     | 100,00% | 2 400,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 |
|--------------------------------|---|-----|----------|--------|------------|----------|---------|----------|------|-------|------|
| <b>Sous-total SIGNALÉTIQUE</b> |   |     |          |        |            |          |         |          |      |       |      |
| <b>0 885,00 €</b>              |   |     |          |        |            |          |         |          |      |       |      |
| <b>AVENANT N°3</b>             |   |     |          |        |            |          |         |          |      |       |      |
| 1.02                           | Mobilier d'urbanisme  | U   | 2,00     |        |            |          |         |          |      |       |      |
|                                | Adressa exterieur implantation  | U   | 7,00     | 102,00 | 714,00 €   | 7,00     | 100,00% | 714,00   | 0,00 | 0,00% | 0,00 |
|                                | Adressa mixte en paroi  | U   | 22,00    | 65,00  | 780,00 €   | 22,00    | 100,00% | 780,00   | 0,00 | 0,00% | 0,00 |
| 2.01                           | Arvatures de foras de plantation 2'21 x 1                                   | M3  | 24,00    | 18,00  | 432,00 €   | 42,00    | 100,00% | 432,00   | 0,00 | 0,00% | 0,00 |
| 2.02                           | Arvatures de foras de plantation 1'37 x 21 x 2                              | M3  | 27,00    | 16,00  | 432,00 €   | 27,00    | 100,00% | 432,00   | 0,00 | 0,00% | 0,00 |
| 2.03                           | Arvatures de foras de plantation 1'27 x 21 x 2                              | M3  | 11,00    | 16,00  | 176,00 €   | 11,00    | 100,00% | 176,00   | 0,00 | 0,00% | 0,00 |
| 2.04                           | Arvatures de foras de plantation 1'27 x 21 x 2                              | M3  | 30,51    | 21,70  | 663,00 €   | 30,51    | 100,00% | 663,00   | 0,00 | 0,00% | 0,00 |
|                                | Moins valeur pour fourniture de bois par la commune                         | M3  | 30,50    | -4,50  | -137,25 €  | 30,50    | 100,00% | -137,25  | 0,00 | 0,00% | 0,00 |
| 1.1.9                          | Sabot affila M3 1 x 10 x 20   | U   | 4,00     | 27,00  | 108,00 €   | 4,00     | 100,00% | 108,00   | 0,00 | 0,00% | 0,00 |
| 1.2.6                          | Affila spacia M3 1 x 10 x 150   | U   | 4,00     | 21,00  | 84,00 €    | 4,00     | 100,00% | 84,00    | 0,00 | 0,00% | 0,00 |
| 1.2.9.9                        | Arvatures exterieur 1 x 10 x 200-500  | U   | 2,00     | 147,00 | 294,00 €   | 2,00     | 100,00% | 294,00   | 0,00 | 0,00% | 0,00 |
| 1.3                            | Plantation d'arbres ligne 15/18, 18/20                                      | U   | 8,00     | 99,00  | 792,00 €   | 8,00     | 100,00% | 792,00   | 0,00 | 0,00% | 0,00 |
| 1.3.1                          | Plantation d'arbres ligne 20/25 et sapin - 500                              | U   | 8,00     | 71,00  | 568,00 €   | 8,00     | 100,00% | 568,00   | 0,00 | 0,00% | 0,00 |
| 1.3.2                          | Plantation d'arbres ligne 15/18, 18/20                                      | U   | 1,00     | 28,00  | 28,00 €    | 1,00     | 100,00% | 28,00    | 0,00 | 0,00% | 0,00 |
| 1.3.3                          | Plantation d'arbres en sapin - 500  | U   | 2,00     | 37,00  | 74,00 €    | 2,00     | 100,00% | 74,00    | 0,00 | 0,00% | 0,00 |
| 1.4                            | Terrasse double pour affila ligne 20/25 et 18/20                            | U   | 10,00    | 48,00  | 480,00 €   | 10,00    | 100,00% | 480,00   | 0,00 | 0,00% | 0,00 |
| 1.5                            | Terrasse double pour affila ligne 20/25 et 18/20                            | U   | 4,00     | 52,00  | 208,00 €   | 4,00     | 100,00% | 208,00   | 0,00 | 0,00% | 0,00 |
| 1.6                            | Terrasse simple pour affila ligne 20/25 et 18/20                            | U   | 2,00     | 16,00  | 32,00 €    | 2,00     | 100,00% | 32,00    | 0,00 | 0,00% | 0,00 |
| 1.6.1                          | Terrasse pondant 1 an   | PP2 | 1,00     | 780,00 | 780,00 €   | 1,00     | 100,00% | 780,00   | 0,00 | 0,00% | 0,00 |
| 1.6.2                          | Arvatures de sapin des vignettes pondant 1 an                               | PP2 | 1,00     | 421,00 | 421,00 €   | 1,00     | 100,00% | 421,00   | 0,00 | 0,00% | 0,00 |
|                                | Fourniture et mise en place d'un poteau dans toutes les zones de plantation | M   | 220,00   | 1,00   | 220,00 €   | 220,00   | 100,00% | 220,00   | 0,00 | 0,00% | 0,00 |
| <b>Sous-total AVENANT N°3</b>  |   |     |          |        |            |          |         |          |      |       |      |
| <b>18 174,00 €</b>             |   |     |          |        |            |          |         |          |      |       |      |
| <b>AVENANT N°2</b>             |   |     |          |        |            |          |         |          |      |       |      |
| 1.1                            | Sens genre  | M2  | 458,00   | 2,40   | 1 099,20 € | 458,00   | 100,00% | 1 099,20 | 0,00 | 0,00% | 0,00 |
| 2.01                           | Arvatures de foras de plantation 1'27 x 21 x 2                              | M3  | 18,70    | 16,00  | 300,00 €   | 18,70    | 100,00% | 300,00   | 0,00 | 0,00% | 0,00 |
| 3.01                           | Fourniture et mise en place de bornes signalétiques                         | M3  | 10,20    | 23,20  | 236,64 €   | 10,20    | 100,00% | 236,64   | 0,00 | 0,00% | 0,00 |
|                                | Moins valeur pour fourniture de bois par la commune                         | M3  | 10,20    | -4,40  | -44,88 €   | 10,20    | 100,00% | -44,88   | 0,00 | 0,00% | 0,00 |
|                                | Moins valeur pour fourniture de bornes signalétiques                        | M3  | 1,00     | 214,00 | 214,00 €   | 1,00     | 100,00% | 214,00   | 0,00 | 0,00% | 0,00 |
| 1.2                            | Plantation d'arbres ligne 15/18, 18/20                                      | U   | 4,00     | 60,00  | 240,00 €   | 4,00     | 100,00% | 240,00   | 0,00 | 0,00% | 0,00 |
| 1.4                            | Terrasse double pour affila ligne 20/25 et 18/20                            | U   | 4,00     | 48,00  | 192,00 €   | 4,00     | 100,00% | 192,00   | 0,00 | 0,00% | 0,00 |
| 1.7                            | Sens genre  | M2  | 1 831,00 | 1,00   | 1 831,00 € | 1 831,00 | 100,00% | 1 831,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 |
| <b>Sous-total AVENANT N°2</b>  |   |     |          |        |            |          |         |          |      |       |      |
| <b>8 881,64 €</b>              |   |     |          |        |            |          |         |          |      |       |      |
| <b>TOTAL HT</b>                |   |     |          |        |            |          |         |          |      |       |      |
| <b>470 970,89 €</b>            |   |     |          |        |            |          |         |          |      |       |      |
| <b>TVA 20%</b>                 |   |     |          |        |            |          |         |          |      |       |      |
| <b>95 994,18 €</b>             |   |     |          |        |            |          |         |          |      |       |      |
| <b>TOTAL TTC</b>               |   |     |          |        |            |          |         |          |      |       |      |
| <b>576 965,07 €</b>            |   |     |          |        |            |          |         |          |      |       |      |
| <b>471 173,83</b>              |   |     |          |        |            |          |         |          |      |       |      |
| <b>81 234,74</b>               |   |     |          |        |            |          |         |          |      |       |      |
| <b>1 747,44</b>                |   |     |          |        |            |          |         |          |      |       |      |
| <b>10 488,63</b>               |   |     |          |        |            |          |         |          |      |       |      |

## **IX/ CULTURE**

### **DÉLIBÉRATION N° 2023-03-05 - CONVENTION-CADRE DE PARTENARIAT CULTUREL ET SCIENTIFIQUE – INRAP :**

La Commune de Civaux, pour son Musée archéologique, collabore avec l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (INRAP), dans le cadre de la législation et de la réglementation en vigueur, pour la préparation et la réalisation d'actions de médiation et de valorisation scientifiques et culturelles tendant à promouvoir l'archéologie préventive.

Cette collaboration recouvre plusieurs domaines :

- La conception et la production d'expositions permanentes ou temporaires ;
- Les productions sur supports papier ;
- Les productions d'images, fixes et animées, et de supports multimédias ;
- La sensibilisation du personnel de la commune de Civaux à l'archéologie préventive ;
- Les conférences publiques ;
- Les manifestations (nationales et régionales) et événements ;
- L'information et la communication.

Madame le Maire indique aux membres du Conseil que ce partenariat prend la forme d'une convention-cadre établie entre les deux parties afin de permettre la mise en commun des moyens financiers, matériels et humains.

A travers cette convention-cadre, les deux parties s'engagent sur divers points tels que :

- Faire figurer en bonne place leurs logos respectifs sur tous les documents et supports de communication réalisés en collaboration.
- Faire mention des sources et des crédits afférents qui leur seront communiqués dans ce cadre.
- Mettre à la disposition de l'autre partie le mobilier et la documentation archéologique, les informations scientifiques et les productions culturelles qu'elles détiennent, sous réserve des exigences de confidentialité et de droits de propriété intellectuelle.

Les parties demeurent libres d'engager tout type d'actions de diffusion et de valorisation avec un tiers et de participer à d'autres projets de communication organismes sous réserve qu'elles s'informent mutuellement de ces projets.



Pour chacune des opérations réalisées en collaboration, une convention particulière d'application venant préciser la nature de l'action concernée et les engagements de chacune des parties sera conclue en référence à la présente convention-cadre.

Pour le bon suivi de cette collaboration, les parties devront se réunir au minimum une fois par an et élaborer une note de synthèse signée lors de ces réunions. Ce suivi sera assuré par Hélène CROUZAT responsable du musée archéologique de Civaux et par Sandrine RENAUD pour l'INRAP.

La présente convention entre en vigueur à sa date de signature et est conclue pour une durée de trois ans, éventuellement renouvelable.

- **Le Conseil municipal décide, après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité d'autoriser Madame le Maire à signer cette convention de partenariat culturelle, ainsi que les éventuels avenants à suivre.**

#### **ANNEXE 4**

*Projet, version.4 SAJ/DDCC 15 12 2016*

### **CONVENTION-CADRE DE PARTENARIAT CULTUREL ET SCIENTIFIQUE**

#### **ENTRE**

##### **La commune de Civaux, pour son Musée archéologique**

Dont le siège est situé : 2, place Gomelange

Représenté aux fins de signature par sa maire, Madame Marie-Renée DESROSES, en vertu de la délibération n°----- du conseil municipal en date du 06/03/2023,

Ci-dessous dénommé « **Commune de Civaux** »,

d'une part,

#### **ET**

##### **L'Institut national de recherches archéologiques préventives,**

Etablissement public national à caractère administratif créé par l'article L.523-1 du code du Patrimoine et dont le statut est précisé aux articles R.545-24 et suivants du code du Patrimoine tel que modifié par le décret n°2016-1126 du 11 août 2016,

Dont le siège est situé : 121 rue d'Alésia - 75014 Paris,

Représenté par son président, Monsieur Dominique Garcia,

Ci-dessous dénommé « **l'Inrap** »,

d'autre part,

La commune de Civaux et l'Inrap sont ci-après désignés collectivement par les « **parties** ».

#### **PRÉAMBULE**

La commune de Civaux et son musée, le Musée archéologique de Civaux, ci-après dénommé « le musée » en sa qualité de musée municipal, a pour mission de conserver, restaurer, étudier le patrimoine communal, de rendre ses collections accessibles au public le plus large, de concevoir et mettre en œuvre des actions

d'éducation et de diffusion visant à assurer l'égal accès de tous à la culture, et de contribuer aux progrès de la connaissance et de la recherche ainsi qu'à leur diffusion.

L'Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap) a pour mission d'assurer, sur prescription de l'Etat, la détection et la sauvegarde par l'étude des éléments du patrimoine archéologique affectés par les travaux publics et privés concourant à l'aménagement du territoire. L'archéologie préventive relève d'une mission de service public conformément au principe posé par l'article L.521-1 du code du Patrimoine. Dans ce cadre, l'Inrap réalise l'exploitation scientifique des opérations archéologiques et la valorisation des résultats obtenus. Il concourt ainsi à la diffusion, auprès des différents publics, des connaissances archéologiques. Pour ce faire, il a la faculté de collaborer à des actions de communication et de valorisation en partenariat notamment avec les collectivités territoriales, les musées et les autres acteurs culturels et/ou scientifiques.

Considérant que la coordination de l'exercice des activités des parties en matière d'archéologie préventive est d'intérêt général et que la collaboration de caractère culturel et scientifique entre les parties favorisera la connaissance de la commune de Civaux.

Conscientes des enjeux citoyens de l'archéologie, les parties se sont mises d'accord pour unir leurs efforts et mutualiser leurs moyens et compétences afin de contribuer à la sauvegarde par l'étude du patrimoine archéologique de la commune de Civaux révélé notamment dans le cadre d'opérations réalisées par l'Inrap, de diffuser les résultats de la recherche et de sensibiliser à l'archéologie les publics concernés.

En conséquence, les parties se sont rapprochées pour mettre en œuvre une convention-cadre de partenariat culturel et scientifique pour la réalisation de leurs objectifs communs.

## **IL EST CONVENU CE QUI SUIT**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention de partenariat a pour objet de définir la nature, la durée et les modalités de la collaboration souhaitée par les parties, dans le cadre de la législation et de la réglementation en vigueur, pour la préparation et la réalisation d'actions de médiation et de valorisation scientifiques et culturelles tendant à promouvoir l'archéologie préventive conformément aux objectifs décrits en Préambule.

### **ARTICLE 2 : DOMAINES D'APPLICATION**

La collaboration entre les parties concerne les actions et les opérations à caractère culturel et scientifique consacrées à l'archéologie et recouvre notamment les domaines suivants :

- conception et production d'expositions, permanentes ou temporaires ;
- productions sur supports papier ;
- productions d'images, fixes et animées, et de supports multimédias ;
- sensibilisation du personnel de la commune de Civaux à l'archéologie préventive ;
- conférences publiques ;
- manifestations (nationales et régionales) et événements ;
- information et communication.

### **ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DES PARTIES**

Les parties s'engagent à favoriser la programmation et la mise en œuvre des actions et opérations visées à l'article 2 ci-dessus.

La collaboration pourra prendre la forme d'une mise en commun de moyens financiers, matériels et humains pour mener à bien la réalisation d'action et/ou de produits à caractère scientifique et culturel autour de l'archéologie préventive, les modalités précises en étant définies par une convention particulière d'application.

Les parties définiront d'un commun accord en amont de chaque projet sa faisabilité en termes de plan de charge, de programmation et de budget et décideront ensuite de le mettre en œuvre ou non.

Dans le cadre de cette collaboration, les parties s'engagent à faire figurer en bonne place leurs logos respectifs sur tous les documents et supports de communication réalisés en collaboration.

Les parties s'engagent, sous réserve des exigences de confidentialité et de droits de propriété intellectuelle auxquelles elles pourraient être tenues, à mettre à la disposition de l'autre partie le mobilier et la documentation archéologique, les informations scientifiques et les productions culturelles qu'elles détiennent et qui seraient nécessaires aux opérations de valorisation inscrites dans le cadre de la présente convention.

Les parties feront systématiquement mention des sources et des crédits afférents qui leur seront communiqués dans ce cadre.

Les parties demeurent libres d'engager tout type d'actions de diffusion et de valorisation avec un tiers et de participer à d'autres projets de communication. La présente convention-cadre ne prive pas les parties de la possibilité de conclure des conventions avec d'autres organismes sous réserve qu'elles s'informent mutuellement de ces projets.

#### **ARTICLE 4 : CONVENTIONS PARTICULIERES D'APPLICATION**

Pour chacune des opérations réalisées en collaboration dans le cadre des présentes, et si les parties le jugent nécessaire, une convention particulière d'application venant préciser la nature de l'action concernée et les engagements de chacune des parties sera conclue en référence à la présente convention-cadre.

Toute convention particulière d'application devra impérativement déterminer les objectifs communs, la nature et la durée de la collaboration, les modalités d'application, les moyens humains et/ou matériels et/ou financiers mis en œuvre par chacune des parties, les modalités de prise en charge de la couverture des risques professionnels encourus par les agents d'une partie lors de leur présence dans les locaux de l'autre partie, les modalités de communication et de promotion associées aux actions réalisées en collaboration.

#### **ARTICLE 5 : SUIVI DE COOPERATION**

Les parties s'engagent à se réunir, en fonction de l'actualité (et au minimum une fois par an), pour :

- assurer le suivi de la mise en œuvre de la collaboration ;
- effectuer un bilan régulier de la collaboration (fréquentation, publics, presse-médias, animations...);
- préparer et évaluer les actions et les projets à venir.

Une note de synthèse, signée des parties, sera élaborée à l'occasion de chacune de ces réunions.

Pour la commune de Civaux, le suivi de la collaboration sera assuré par Hélène Crouzat, responsable du musée archéologique de Civaux.

Pour l'Inrap, le suivi de la collaboration sera assuré par Sandrine Renaud.

#### **ARTICLE 6 : PROPRIETE INTELLECTUELLE ET MATERIELLE**

##### **Article 6.1 : Propriété intellectuelle**

Chaque partie demeure titulaire des droits de propriété intellectuelle (y compris des résultats de recherche) acquis ou détenus antérieurement à la présente convention ou en dehors de celle-ci et dont elle peut faire l'apport dans le cadre des présentes.

Sauf mention contraire au sein des conventions particulières d'application, les documents, œuvres et produits réalisés dans le cadre de la présente convention-cadre appartiennent aux deux parties, au prorata de leurs apports respectifs matériels, intellectuels et financiers.

Chacune des parties peut, sauf exception figurant au sein des conventions particulières d'application, utiliser gratuitement et pour un usage strictement non commercial, les documents, œuvres et produits obtenus dans le cadre de la présente convention pour ses besoins propres de recherche, de communication ou de valorisation, en fonction de la nature des droits d'utilisation, de reproduction et d'adaptation afférents à chacun de ces produits et supports et sous réserve qu'elles s'informent mutuellement et préalablement de ces utilisations.

Chaque agent des parties peut utiliser les œuvres qu'il a créées pour les besoins de la recherche, notamment aux fins de publications scientifiques, dans le respect du code de la propriété intellectuelle et des règles spécifiques à son établissement d'origine.

La mention de la participation des deux parties sera présente pour toute action et sur tous supports réalisés dans le cadre de la présente convention.

Les sources et crédits des photographies, illustrations, vidéos et textes utilisés dans le cadre de la présente collaboration seront systématiquement cités sur les différents documents et supports.

Si la commune de Civaux et son musée souhaite réaliser ou faire réaliser des prises de vues photographiques ou des tournages sur les chantiers archéologiques placés sous la responsabilité de l'Inrap, il sollicitera préalablement l'accord écrit de celui-ci, notwithstanding les autres autorisations éventuellement nécessaires (droit à l'image des personnes, propriétaires des objets mobiliers ou vestiges immobiliers...) dont la commune de Civaux devra faire son affaire.

### **Article 6.2 Propriété matérielle**

Chaque partie conserve la propriété matérielle de tous documents, œuvres ou produits acquis antérieurement à la signature de la présente collaboration ou qu'elle détient en dehors de celle-ci, quel qu'en soit le support.

Le régime de propriété matérielle des documents, œuvres ou produits réalisés ou acquis par les parties dans le cadre de l'exécution de la présente collaboration sera défini au sein des conventions particulières d'application.

### **ARTICLE 7 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur à sa date de signature est conclue pour une durée de trois ans.

Au terme de cette convention, les parties signataires pourront expressément convenir de la renouveler.

### **ARTICLE 8 : RESILIATION**

La présente convention peut être dénoncée à tout moment par l'une des parties, avec un préavis de trois mois à compter de la notification, à l'autre partie, par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, les parties s'efforceront de mener à leur terme les actions conjointes qui auront été engagées.

### **ARTICLE 9 : REGLEMENT DES DIFFERENDS**

Si des difficultés surviennent entre les parties à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, les parties se concerteront en vue de parvenir à une solution amiable.

En cas de désaccord persistant, le tribunal compétent sera saisi.

Fait en deux (2) exemplaires originaux

À Civaux, le

Madame Marie-Renée Desroses  
Maire de Civaux

A Bègles, le

Par délégation, la Directrice interrégionale NAOM,  
Madame Corinne Dampierre

## **X/ FINANCES**

### **DÉLIBÉRATION N° 2023-03-06 - CONVENTION POUR LA MISE EN PLACE DU CFU – AVENANT N°2 :**

Madame le Maire informe le Conseil municipal que le budget annexe « Assainissement » ne fait pas parti des budgets passés sous la nomenclature M57.

Ainsi, afin de sortir le budget annexe « Assainissement » du cadre de l'expérimentation sur le Compte Financier Unique (C.F.U.), il est nécessaire de procéder à un avenant n°2 à la convention relative à cette expérimentation du compte financier unique.

Cet avenant consiste à exclure le budget « Assainissement » de l'expérimentation et disposer ce budget dans ceux faisant l'objet de l'édition d'un compte administratif et d'un compte de gestion.

- **Le Conseil municipal décide, après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité, d'approuver les termes de cet avenant n°2, et d'autoriser Mme le Maire à le signer.**

#### **ANNEXE 5**

#### **AVENANT N°2 A LA CONVENTION RELATIVE A L'EXPERIMENTATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE du 13 DÉCEMBRE 2021**

##### **ENTRE :**

La commune de Civaux, représentée par Mme Marie-Renée DESROSES, Maire, autorisé par délibération du Conseil municipal en date du 13 mars 2023, ci-après désignée : la « collectivité »,

D'une part,

##### **ET**

L'État, représenté par M. le Préfet de la Vienne et Madame la Directrice Départementale des Finances Publiques de la Vienne

D'autre part,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code des juridictions financières,

Vu l'article 60 de la loi n°63-156 du 23 février 1963 de finances pour 1963,

Vu l'article 242 de la loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 modifié,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu l'arrêté fixant le cadre du compte financier unique expérimental en vigueur, fondé sur le référentiel M57 [avec le plan de comptes M57 abrégé pour les expérimentateurs de moins de 3500 habitants] ainsi que, le cas échéant, le cadre de compte financier unique expérimental fondé sur le référentiel M4,

Vu la convention en date du 13 décembre 2021 signée entre la commune de Civaux et l'État,

## **LES ARTICLES SUIVANT FONT L'OBJET DE MODIFICATIONS :**

### **ARTICLE 2 : Périmètre de l'expérimentation**

#### Principes

Pendant l'expérimentation, un compte financier unique se substitue au compte administratif et au compte de gestion pour chacun des budgets éligibles à l'expérimentation dès lors que ce budget est tenu à la production d'un compte administratif et d'un compte de gestion individualisé.

#### Mise en œuvre par la commune de Civaux

**Au titre des exercices 2022 et 2023**, un compte financier unique sera produit pour chacun des comptes afférents :

- au budget principal,
- aux budgets annexes suivants : Lotissement Les Rivaux, Lotissement du Pois Rond, Développement économique, ferme aux sauriens, et camping.

Durant l'expérimentation, la production d'un compte administratif et d'un compte de gestion sera maintenue pour :

- le CCAS,
- le budget annexe « Cité séniors Civaux » ;
- le budget annexe « Assainissement ».

Accord du comptable public assignataire / Vu le comptable public assignataire de la collectivité ou du groupement  
[signature]

**Fait à....., le .....**

En 3 exemplaires originaux, dont un pour chacun des signataires

Pour l'État :  
de

Pour la commune

Le Préfet de la Vienne,

La Directrice Départementale des  
Finances Publiques de la Vienne,

Mme Le Maire,

## **DÉLIBÉRATION N° 2023-03-07 - BUDGET ASSAINISSEMENT – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF :**

- **Le Conseil municipal décide, après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité, d'approuver le compte administratif 2022 du budget assainissement, lequel peut se résumer de la manière suivante :**

|                              |           |           |
|------------------------------|-----------|-----------|
| <b><u>ASSAINISSEMENT</u></b> |           |           |
| <i><u>Investissement</u></i> |           |           |
| Dépenses                     | 130630.77 |           |
| Recettes                     | 151999.49 |           |
| Résultat de clôture          |           | +21368.72 |
| <i><u>Fonctionnement</u></i> |           |           |
| Dépenses                     | 107704.34 |           |
| Recettes                     | 160968.04 |           |
| Résultat de clôture          |           | +53263.70 |

## **DÉLIBÉRATION N° 2023-03-08 - BUDGET ASSAINISSEMENT – VOTE DU COMPTE DE GESTION :**

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif du budget assainissement de l'exercice 2022,

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2022, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

- 1) Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022, y compris celles relatives à la journée complémentaire,
  - 2) Statuant sur l'exécution du budget assainissement de l'exercice 2022, en ce qui concerne les différentes sections budgétaires,
  - 3) Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives,
- **Le Conseil municipal décide, après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité, d'approuver le compte de gestion du budget assainissement dressé pour l'exercice 2022 par le Receveur visé et certifié conforme par l'ordonnateur.**

**DÉLIBÉRATION N° 2023-03-09 - BUDGET ASSAINISSEMENT –  
AFFECTATION DES RÉSULTATS DE FONCTIONNEMENT DE L'ANNÉE  
2022 :**

- **Madame le Maire propose au Conseil municipal de constater que le compte administratif du budget assainissement fait apparaître :**

| <b><u>ASSAINISSEMENT</u></b>   |  |           |
|--|--|-----------|
| - un excédent de fonctionnement de :   |  | 53263.70  |
| - un excédent reporté de :   |  | 0.00      |
| Soit un excédent de fonctionnement cumulé de :   |  | 53263.70  |
| - Un excédent d'investissement de :  |  | 21368.72  |
| - un déficit des restes à réaliser de :  |  | -74632.42 |
| Soit un besoin de financement de :   |  | 53263.70  |
| <br>   |  |           |
| <b>DECIDE</b> d'affecter le résultat d'exploitation de l'exercice 2022<br>comme suit : |  |           |
| RESULTAT D'EXPLOITATION AU 31/12/2022 : EXCEDENT                                       |  | 53263.70  |
| AFFECTATION COMPLEMENTAIRE EN RESERVE (1068)   |  | 53263.70  |
| RESULTAT REPORTE EN FONCTIONNEMENT (002)   |  | 0.00      |
| <br>   |  |           |
| RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE (001) :  |  | 21368.72  |
| EXCEDENT   |  |           |

**DÉLIBÉRATION N° 2023-03-10 - BUDGET ASSAINISSEMENT – VOTE  
DU BUDGET PRIMITIF 2023 :**

- **Madame le Maire propose au Conseil municipal de se prononcer sur le vote du budget primitif du budget assainissement. Celui-ci s'établit ainsi :**

ASSAINISSEMENT

|     |            |     |            |
|-----|------------|-----|------------|
| F.D | 413 397.79 | I.D | 422 263.19 |
| F.R | 413 397.79 | I.R | 422 263.19 |



## **DÉLIBÉRATION N° 2023-03-11 - VOTE DU CFU 2022 :**

- **Madame le Maire demande au Conseil municipal de se prononcer sur le Compte Financier Unique (C.F.U.) 2022, lequel peut se résumer de la manière suivante :**

|  |            |            |
|--|------------|------------|
| <b><u>CAMPING MUNICIPAL</u></b>        |            |            |
| <i>Investissement</i>                  |            |            |
| Dépenses                               | 599.84     |            |
| Recettes                               | 599.84     |            |
| Résultat de clôture                    |            | 0          |
| <i>Fonctionnement</i>                  |            |            |
| Dépenses                               | 51966.29   |            |
| Recettes                               | 144303.91  |            |
| Résultat de clôture                    |            | +92337.62  |
| <b><u>DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE</u></b> |            |            |
| <i>Investissement</i>                  |            |            |
| Dépenses                               | 53763.20   |            |
| Recettes                               | 29689.47   |            |
| Résultat de clôture                    |            | -24073.73  |
| <i>Fonctionnement</i>                  |            |            |
| Dépenses                               | 2014.23    |            |
| Recettes                               | 12126.36   |            |
| Résultat de clôture                    |            | +10112.13  |
| <b><u>FERME AUX SAURIENS</u></b>       |            |            |
| <i>Investissement</i>                  |            |            |
| Dépenses                               | 1586303.17 |            |
| Recettes                               | 1158500.97 |            |
| Résultat de clôture                    |            | -427802.20 |
| <i>Fonctionnement</i>                  |            |            |
| Dépenses                               | 46587.15   |            |
| Recettes                               | 518887.87  |            |
| Résultat de clôture                    |            | +472300.72 |
| <b><u>LOTISSEMENT DU POIS ROND</u></b> |            |            |
| <i>Investissement</i>                  |            |            |
| Dépenses                               |            |            |
| Recettes                               | 133333.24  |            |
| Résultat de clôture                    | 80057.14   |            |
| <i>Fonctionnement</i>                  |            |            |
| Dépenses                               |            |            |
| Recettes                               | 117097.30  |            |
| Résultat de clôture                    | 74175.27   |            |
|  |            | -53276.10  |
|  |            | -42922.03  |
| <b><u>LOTISSEMENT LES RIVAUX</u></b>   |            |            |
| <i>Investissement</i>                  |            |            |

|                                |             |            |
|--------------------------------|-------------|------------|
| <i>Dépenses</i>                | 274708.66   |            |
| <i>Recettes</i>                | 114065.27   |            |
| <i>Résultat de clôture</i>     |             | -160643.39 |
| <u><b>Fonctionnement</b></u>   |             |            |
| <i>Dépenses</i>                | 115147.35   |            |
| <i>Recettes</i>                | 160643.39   |            |
| <i>Résultat de clôture</i>     |             | +45496.04  |
| <u><b>BUDGET PRINCIPAL</b></u> |             |            |
| <u><b>Investissement</b></u>   |             |            |
| <i>Dépenses</i>                | 10959855.95 |            |
| <i>Recettes</i>                | 11125613.96 |            |
| <i>Résultat de clôture</i>     |             | +165758.01 |
| <u><b>Fonctionnement</b></u>   |             |            |
| <i>Dépenses</i>                | 25341976.49 |            |
| <i>Recettes</i>                | 29944489.49 |            |
| <i>Résultat de clôture</i>     |             | +4602513   |

### **DÉLIBÉRATION N° 2023-03-12 - AFFECTATION DES RÉSULTATS DE FONCTIONNEMENT DE L'ANNÉE 2022 :**

- **Madame le Maire propose au Conseil municipal de se prononcer sur l'affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2022, lequel peut se résumer de la manière suivante :**

|   |          |
|---|----------|
| <u><b>CAMPING MUNICIPAL</b></u>   |          |
| - un excédent de fonctionnement de :  | 33216.26 |
| - un excédent reporté de :  | 59121.36 |
| Soit un excédent de fonctionnement cumulé de :  | 92337.62 |
| - Un déficit d'investissement de :  | -0.00    |
| - un déficit des restes à réaliser de :   | -0.00    |
| Soit un besoin de financement de :  | 0.00     |
| <br><b>DECIDE</b> d'affecter le résultat d'exploitation de l'exercice 2022 comme suit : |          |
| RESULTAT D'EXPLOITATION AU 31/12/2022 : EXCEDENT  | 92337.62 |
| AFFECTATION COMPLEMENTAIRE EN RESERVE (1068)  | 0.00     |
| RESULTAT REPORTE EN FONCTIONNEMENT (002)  | 92337.62 |

|   |            |
|---|------------|
| RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE (001) :<br>DEFICIT                                | -0.00      |
| <b><u>DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE</u></b>  |            |
| - un excédent de fonctionnement de :  | 10112.13   |
| - un report de :  | 0.00       |
| Soit un excédent de fonctionnement cumulé de :                                      | 10112.13   |
| - Un déficit d'investissement de :  | -24073.73  |
| - un déficit des restes à réaliser de :   | -0.00      |
| Soit un besoin de financement de :  | 24073.73   |
| <b>DECIDE</b> d'affecter le résultat d'exploitation de l'exercice 2022 comme suit : |            |
| RESULTAT D'EXPLOITATION AU 31/12/22 : EXCEDENT                                      | 10112.13   |
| AFFECTATION COMPLEMENTAIRE EN RESERVE (1068)  | 10112.13   |
| RESULTAT REPORTE EN FONCTIONNEMENT (002)  | 0.00       |
| RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE (001) :<br>DEFICIT                                | -24073.73  |
| <b><u>FERME AUX SAURIENS</u></b>  |            |
| - un excédent de fonctionnement de :  | 472194.63  |
| - un excédent reporté de :  | 106.09     |
| Soit un excédent de fonctionnement cumulé de :                                      | 472300.72  |
| - Un déficit d'investissement de :  | -427802.20 |
| - un déficit des restes à réaliser de :   | -44498.52  |
| Soit un besoin de financement de :  | 472300.72  |
| <b>DECIDE</b> d'affecter le résultat d'exploitation de l'exercice 2022 comme suit : |            |
| RESULTAT D'EXPLOITATION AU 31/12/2022 : EXCEDENT                                    | 472300.72  |
| AFFECTATION COMPLEMENTAIRE EN RESERVE (1068)  | 472300.72  |
| RESULTAT REPORTE EN FONCTIONNEMENT (002)  | 0.00       |

|   |            |
|---|------------|
| RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE (001) :<br>DEFICIT                                | -427802.20 |
| <b><u>LOTISSEMENT DU POIS ROND</u></b>  |            |
| - un déficit de fonctionnement de :   | -5881.87   |
| - un déficit reporté de :   | -37040.16  |
| Soit un déficit de fonctionnement cumulé de :                                       | -42922.03  |
| - Un déficit d'investissement de :  | -53276.10  |
| - un déficit des restes à réaliser de :   | 0.00       |
| Soit un besoin de financement de :  | 53276.10   |
| <b>DECIDE</b> d'affecter le résultat d'exploitation de l'exercice 2022 comme suit : |            |
| RESULTAT D'EXPLOITATION AU 31/12/2022 : DEFICIT                                     | -42922.03  |
| AFFECTATION COMPLEMENTAIRE EN RESERVE (1068)  | 0.00       |
| RESULTAT REPORTE EN FONCTIONNEMENT (002)  | -42922.03  |
| RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE (001) :<br>DEFICIT                                | -53276.10  |
| <b><u>LOTISSEMENT LES RIVAUX</u></b>  |            |
| - un excédent de fonctionnement de :  | 46578.12   |
| - un déficit reporté de :   | -1082.08   |
| Soit un excédent de fonctionnement cumulé de :                                      | 45496.04   |
| - Un déficit d'investissement de :  | -160643.39 |
| - un déficit des restes à réaliser de :   | 0.00       |
| Soit un besoin de financement de :  | 160643.39  |
| <b>DECIDE</b> d'affecter le résultat d'exploitation de l'exercice 2022 comme suit : |            |
| RESULTAT D'EXPLOITATION AU 31/12/2022 : DEFICIT                                     | -45496.04  |
| AFFECTATION COMPLEMENTAIRE EN RESERVE (1068)  | 0.00       |
| RESULTAT REPORTE EN FONCTIONNEMENT (002)  | -45496.04  |
| RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE (001) :   |            |

|  |            |
|--|------------|
| DEFICIT  | -160643.39 |
| <b><u>BUDGET PRINCIPAL</u></b>   |            |
| - un excédent de fonctionnement de :   | 2035380.79 |
| - un excédent reporté de :   | 2567132.21 |
| Soit un excédent de fonctionnement cumulé de :   | 4602513    |
| - Un excédent d'investissement de :  | 165758.01  |
| - un déficit des restes à réaliser de :  | -926790.66 |
| Soit un besoin de financement de :   | 761032.62  |
| <b>DECIDE</b> d'affecter le résultat d'exploitation de l'exercice 2022<br>comme suit : |            |
| RESULTAT D'EXPLOITATION AU 31/12/2022 : EXCEDENT                                       | 4602513    |
| AFFECTATION COMPLEMENTAIRE EN RESERVE (1068)   | 761032.65  |
| RESULTAT REPORTE EN FONCTIONNEMENT (002)   | 3841480.35 |
| RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE (001) :<br>EXCEDENT                                  | 165758.01  |

### **DÉLIBÉRATION N° 2023-03-13 - VOTE DES BUDGETS PRIMITIFS 2023:**

- **Madame le Maire invite le Conseil municipal à se prononcer sur le vote des budgets primitifs. Ceux-ci s'établissent ainsi :**

#### **CAMPING MUNICIPAL**

|     |            |     |           |
|-----|------------|-----|-----------|
| F.D | 177 340.00 | I.D | 93 065.00 |
| F.R | 177 340.00 | I.R | 93 065.00 |

#### **DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**

|     |           |     |           |
|-----|-----------|-----|-----------|
| F.D | 25 060.00 | I.D | 49 073.73 |
| F.R | 25 060.00 | I.R | 49 073.73 |

#### **FERME AUX SAURIENS**

|     |            |     |              |
|-----|------------|-----|--------------|
| F.D | 884 377.75 | I.D | 1 267 802.20 |
| F.R | 884 377.75 | I.R | 1 267 802.20 |

#### **LOTISSEMENT LES RIVAUX**

|     |            |     |            |
|-----|------------|-----|------------|
| F.D | 206 145.43 | I.D | 321 288.78 |
| F.R | 206 145.43 | I.R | 321 288.78 |

**LOTISSEMENT du POIS ROND**

|     |            |     |            |
|-----|------------|-----|------------|
| F.D | 146 202.13 | I.D | 156 554.20 |
| F.R | 146 202.13 | I.R | 156 554.20 |

**BUDGET PRINCIPAL**

|     |               |     |              |
|-----|---------------|-----|--------------|
| F.D | 31 639 579.35 | I.D | 6 544 966.30 |
| F.R | 31 639 579.35 | I.R | 6 544 966.30 |

**DÉLIBÉRATION N° 2023-03-14 - FONGIBILITÉ DES CRÉDITS EN SECTION DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT :**

En raison du basculement en nomenclature M57 au 1er janvier 2022, il est nécessaire de procéder à un certain nombre de décisions préalables à cette mise en application.

C'est dans ce cadre que la commune de Civaux est appelée à définir la politique de fongibilité des crédits pour les sections de fonctionnement et d'investissement.

En effet, la nomenclature M57 donne la possibilité pour l'exécutif, si l'Assemblée l'y a autorisé, de procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre au sein de la même section, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de la section.

Cette disposition permet de disposer de plus de souplesse budgétaire puisqu'elle offre au Conseil municipal le pouvoir de déléguer au Maire la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5 % du montant des dépenses réelles de la section concernée.

Cette disposition permettrait notamment d'amender, dès que le besoin apparaîtrait, la répartition des crédits afin de les ajuster au mieux, sans modifier le montant global des sections. Elle permettrait également de réaliser des opérations purement techniques sans attendre.

Dans ce cas, le Maire serait tenu d'informer l'assemblée délibérante des mouvements de crédits opérés lors de sa plus proche séance, dans les mêmes conditions que la revue des décisions prises dans le cadre de l'article L2122-22 du CGCT.

- **Le Conseil municipal décide, après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité, d'approuver l'autorisation donnée à Madame le Maire pour**

**procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5 % du montant des dépenses réelles de chacune des sections (fonctionnement et investissement) déterminées à l'occasion du budget et de l'autoriser à signer tout document s'y rapportant.**

**DÉLIBÉRATION N° 2023-03-15-16-17 - LES REPTILES DE LA VIENNE /  
ABYSSEA / EHPAD PIERRE PERICARD – PRISE EN CHARGE DES  
FACTURES DE RÉGULARISATION 2022 ET R2 ELEC:**

**Madame le Maire et Katia DUCROS, intéressées par la présente  
délibération, ne prennent pas part au vote.**

Il est rappelé à l'Assemblée que l'avenant n°1 au Contrat de concession sous forme de délégation de service public pour la distribution d'énergie calorifique et l'exploitation de la centrale thermique prévoyait des clauses de rencontre dans son article 7 notamment dans les cas suivants :

- Au moment de la reprise des activités de la centrale nucléaire pour déterminer quel mix énergétique est le plus adaptée aux circonstances du moment ;
- Tous les trimestres pour déterminer si une partie de l'augmentation constatée peut être compensée par la commune en substitution de l'abonné.

Une rencontre a donc eu lieu le 13 février 2023 pour évoquer le mix énergétique et la substitution de la commune concernant les factures de régularisation 2022 et de la part R2 Elec 2022 suivant les tableaux ci-dessous :

| <b>SITE</b>                      | <b>R1 2022 DEJA<br/>FACTURE</b>   | <b>REGUL A<br/>FACTURER<br/>MAIRIE</b> | <b>R1 2022</b> |
|----------------------------------|-----------------------------------|--|----------------|
| <b>REPTILES DE LA<br/>VIENNE</b> | 30 215,87 € (sur<br>ancien tarif) | <b>69 407,04 €</b>                     | 99 622,91 €    |
| <b>EHPAD</b>                     | 6 900,34 € (sur<br>ancien tarif)  | <b>16 149,12 €</b>                     | 23 049,46 €    |
| <b>CENTRE<br/>AQUATIQUE</b>      | 50 946,36 € (sur<br>ancien tarif) | <b>148 654,99 €</b>                    | 199 601,35 €   |
| <b>TOTAL</b>                     | 88 062,57 €                       | <b>234 211,15 €</b>                    | 322 273,72 €   |

| SITE                  | R2 2022 DEJA FACTURE | REGUL A FACTURER MAIRIE | R2 2022      |
|-----------------------|----------------------|-------------------------|--------------|
| REPTILES DE LA VIENNE | 29 490,61 €          | 25 617,33 €             | 55 107,94 €  |
| EHPAD                 | 5 308,32 €           | 4 611,12 €              | 9 919,44 €   |
| CENTRE AQUATIQUE      | 29 490,61 €          | 25 617,33 €             | 55 107,94 €  |
| <b>TOTAL</b>          | 64 289,54 €          | <b>55 845,78 €</b>      | 120 135,32 € |

Les avenants et convention sont en cours de rédaction par le Cabinet DROUINEAU 1927. Ces prises en charge entraineront la signature d'une convention ou d'un avenant avec chaque abonné.

- **Le Conseil municipal décide, après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité d'autoriser Mme le Maire à signer les conventions et avenant avec chacun des abonnés.**

### **DÉLIBÉRATION N° 2023-03-18 - DSP CENTRALE THERMIQUE – PRISE EN CHARGE DES FACTURES DE RÉGULARISATION :**

**Madame le Maire et Katia DUCROS, intéressées par la présente délibération, ne prennent pas part au vote.**

Afin de pouvoir prendre en charge les différentes factures visées ci-dessus, dans un premier temps il convient de conventionner avec les 3 entités (centre aquatique, les reptiles de la Vienne et l'EHPAD) pour convenir de la prise en charge par la commune de la facture de régularisation concernant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022 émise par DALKIA pour la distribution du chauffage en y mentionnant tous les éléments utiles à son identification (limitation de la prise en charge de la commune à cette unique facture de régularisation parfaitement identifiée par son montant, la période concernée, la date d'émission et le numéro de la facture par DALKIA à l'encontre des 3 entités précédemment citées).

Ensuite, il convient de conclure un avenant au contrat de DSP pour présenter à DALKIA la convention signée avec les 3 entités et formaliser le montant de chaque facture émise par DALKIA et prise en charge par la commune en prenant garde à être très précis dans la nature des factures prises en charge (période



concernée, facture de régularisation, numéro et date de facture, montant de la facture, nom du destinataire...).

Un avenant n°2 au Contrat de concession sous forme de délégation de service public pour la distribution d'énergie calorifique et l'exploitation de la centrale thermique est en cours de rédaction par le cabinet DROUINEAU 1927.

- **Le Conseil municipal se prononce sur l'avenant n°2 au Contrat de concession sous forme de délégation de service public pour la distribution d'énergie calorifique et l'exploitation de la centrale thermique ces prises en charge, et d'autoriser Mme le Maire à le signer.**

**DÉLIBÉRATION N° 2023-03-19 – DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR LES TRAVAUX D'EXTENSIONS DES ATELIERS MUNICIPAUX – ACTIV'3 ET FONDS DE CONCOURS D'AIDE AUX COMMUNES (CCVG) :**

**Madame le Maire et Katia DUCROS, intéressées par la présente délibération, ne prennent pas part au vote.**

Madame le Maire informe le Conseil municipal que, dans le cadre de l'agrandissement des ateliers municipaux, il est possible de solliciter le Conseil départemental au titre du Volet 3 du dispositif d'Accompagnement des Communes et des Territoires pour l'Investissement dans la Vienne (ACTIV').

La CCVG peut quant à elle être sollicitée au titre du Fonds de Concours aux communes.

Pour ces travaux, un devis a d'ores et déjà été sollicité auprès de l'entreprise Bello-construction, pour un montant total de 82 672.70 € H.T.

- **Madame le Maire propose au Conseil municipal de se prononcer sur le projet de financement suivant, et de solliciter les subventions afférentes :**

| OPÉRATION                              | DÉPENSES HT | RECETTES                       |             | %     |
|--|-------------|--------------------------------|-------------|-------|
|  |             |                                |             |       |
| AGRANDISSEMENT DES ATELIERS MUNICIPAUX | 82 672.70 € | AUTOFINANCEMENT COMMUNAL       | 49 272.70 € | 59.60 |
|  |             | SUBVENTION ACTIV'3             | 13 400.00 € | 16.21 |
|  |             | FONDS DE CONCOURS AUX COMMUNES | 20 000.00 € | 24.19 |
| TOTAL                                  | 82 672.70   |                                | 82 672.70 € | 100   |

**DÉLIBÉRATION N° 2023-03-20 – DEMANDE DE SUBVENTIONS FONDS VERT :**

Madame le Maire informe les membres du Conseil que, dans le cadre de la rénovation d'une partie de notre parc d'éclairage public, il est possible de solliciter l'État, au titre du Fonds Vert.

Le Syndicat Énergie Vienne peut quant à lui également être sollicité pour une demande de dotation.

Pour ces travaux, un devis a d'ores et déjà été sollicité auprès de SOREGIES, pour un montant total de 53 504.64 € H.T.

- **Madame le Maire incite le Conseil municipal à se prononcer sur le projet de financement suivant, et de solliciter les subventions afférentes :**

| OPÉRATION        | DÉPENSES HT | RECETTES                 |             | %     |
|------------------|-------------|--------------------------|-------------|-------|
|                  |             |                          |             |       |
| ÉCLAIRAGE PUBLIC | 53 504.64   | AUTOFINANCEMENT COMMUNAL | 10887.56€   | 20.35 |
|                  |             | FONDS VERT               | 16 051,39 € | 30.00 |
|                  |             | SYNDICAT ENERGIE VIENNE  | 26 565,69€  | 49.65 |
| TOTAL            | 53 504.64€  |                          | 53 504.64€  | 100   |

### DÉLIBÉRATION N° 2023-03-21 – DON ASSOCIATION RADAUTIUL CIVIC

⋮

- Le Conseil municipal décide, après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité d'accepter le don de 2 000 € à l'association RADAUTIUL CIVIC, dans le cadre de sa mobilisation en faveur de l'Ukraine.

## **X/ QUESTIONS DIVERSES**

La séance est levée à 23h10.

Mme Roselyne LEFLOC'H  
Secrétaire de Séance